



GRAND CONSEIL

SESSION DES 2 ET 3 DÉCEMBRE 2014

ORDRE DU JOUR

Mardi 2 décembre 2014, 13h30 – 18h00

- Objets selon ordre de traitement ci-après

Mardi 2 décembre 2014, 19h30 – 22h00

- Objets (suite) selon ordre de traitement ci-après

Mercredi 3 décembre 2014, 08h30 – 12h00

- Objets (suite), selon ordre de traitement ci-après

Objets

Classés par ordre de traitement, selon décisions du bureau du Grand Conseil du 20 novembre 2014

Numéro d'ordre de traitement	Objet	Commentaires	Décisions du Grand Conseil et votes électroniques
A 1	Assermentation d'un député suppléant		M. Pierre-Alain Wyss
A 2	<p style="text-align: right;">DFS</p> <p>14.029ce 14.029com 17 septembre et 24 novembre 2014 Budget de l'Etat pour l'exercice 2015 Projet de budget pour l'exercice 2015 et rapports du Conseil d'Etat et de la commission des finances à l'appui. <i>Ordre de la discussion par chapitre:</i> – Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE) – Autorités législatives (AULE) – Autorités exécutives (AUEX) – Autorités de la protection des données et de la transparence (PPDT) – Contrôle cantonal des finances (CCFI) – Autorités judiciaires (AUJU) – Département des finances et de la santé (DFS) – Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC) – Département de l'éducation et de la famille (DEF) – Département de l'économie et de l'action sociale (DEAS) – Comptes des investissements – Crédits d'engagement Loi portant modification de la loi sur la police du commerce (LPCom) Loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir) Loi portant révision – de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC) – de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct (LRIFD) Loi portant révision de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS) Décret concernant le budget de l'Etat pour l'exercice 2015</p>	<p style="text-align: center;">Débat libre</p> <p style="text-align: center;">Vote des 4 lois: majorité simple</p> <p style="text-align: center;">Vote du décret: la majorité nécessaire sera fixée en fonction des décisions du Grand Conseil sur les amendements</p> <p style="text-align: center;">Vote sur le classement du postulat 14.107</p> <p style="text-align: center;">Vote sur le postulat 14.163</p>	<p>14029 Budget 2015 Vote final LPCom LPCom acceptée par 61 voix contre 47</p> <p>14029 Budget 2015 Vote final LCdir LCdir acceptée par 86 voix contre 24</p> <p>14029 Budget 2015 Vote final LFAC LRIFD LFAC_LRIFD acceptée par 111 voix contre 1</p> <p>14029 Budget 2015 Entree en matiere LFin EMS Entrée en matière LFinEMS acceptée par 60 voix contre 54</p> <p>14029 Budget 2015 Vote final LFinEMS LFinEMS acceptée par 60 voix contre 54</p> <p>14029 Budget 2015 A S Sante public 3642 35</p> <p>14029 Budget 2015 ActSoc 365337 A VI</p> <p>14029 Budget 2015 A S AVS AI 363500</p> <p>14029 Budget 2015 A S SRHE 301801</p> <p>14029 Budget 2015 Vote final decret Projet de décret amendé adopté par 60 voix contre 40</p> <p>14029 Budget Classement postulat 14107 Classement du postulat 14.107 accepté par 99 voix contre 12</p> <p>Postulat 14.163 retiré par son auteur</p>

<p>A 2.2</p>	<p style="text-align: right;">DJSC</p> <p>14.169 2 décembre 2014, 9h39 Postulat groupe socialiste Meilleure répartition de la progression de 0.5%</p>		<p>Urgence acceptée non combattue. Postulat accepté non combattu</p>
<p>A 2.3</p>	<p style="text-align: right;">DJSC</p> <p>14.170 2 décembre 2014, 9h42 Postulat groupe socialiste Oui à la recapitalisation de la Caisse de pensions, non à un chemin de croissance irréaliste</p>		<p>Développement du postulat par son auteur. La suite du traitement aura lieu à la prochaine session</p>
<p>A 2.4</p>	<p style="text-align: right;">DDTE</p> <p>14.171 2 décembre 2014, 9h46 Postulat groupe socialiste Provision pour un projet de mobilité dans le canton</p>		<p>Développement du postulat par son auteur. La suite du traitement aura lieu à la prochaine session</p>
<p>A 3</p>	<p style="text-align: right;">DEAS</p> <p>14.031ce 14.031com 15 octobre et 17 novembre 2014 Crédits supplémentaires urgents 2014 Rapports du Conseil d'Etat et de la commission des finances à l'appui d'un projet de décret portant octroi de crédits supplémentaires urgents pour un total de 4.315.300 francs</p>	<p>Débat restreint Vote à la majorité simple</p>	<p>14031_Credit_suppl_urgents_Vote_final_décret Projet de décret adopté par 92 voix contre 1</p>
<p>A 4</p>	<p style="text-align: right;">DFS</p> <p>14.028ce 14.028com 29 septembre et 17 novembre 2014 Crédits supplémentaires 2014 Rapports du Conseil d'Etat et de la commission des finances à l'appui d'un projet de décret concernant le second supplément au budget 2014 (supplément II 2014)</p>	<p>Débat restreint Vote à la majorité simple</p>	<p>14028_Credit_suppl_II_2014_Vote_final_décret Projet de décret adopté par 91 voix contre 4</p>

<p>A 5</p>	<p style="text-align: right;">DDTE</p> <p>14.017ce Annexe 14.017com 2 juillet et 13 novembre 2014 Convention-cadre AUD Rapports du Conseil d'Etat et de la commission des affaires extérieures à l'appui d'un projet de décret relatif à l'adoption de la convention-cadre sur la coopération transfrontalière au sein de l'Agglomération urbaine du Doubs (AUD)</p>	<p>Débat restreint</p> <p>Vote à la majorité simple</p>	<p>14017 Conv cadre AUD Vote final decret Projet de décret adopté par 98 voix sans opposition</p>
<p>A 6</p>	<p style="text-align: right;">DDTE</p> <p>14.013ce 14.013com 26 mai et 20 août 2014 RC1357 – Accès à la zone industrielle communale de Fontaines Rapports du Conseil d'Etat et de la commission thématique Infrastructures routières à l'appui d'un projet de décret portant octroi de la clause d'utilité publique pour la construction de la route d'accès à la zone industrielle de Fontaines – commune de Val-de-Ruz</p>	<p>Débat restreint</p> <p>Vote à la majorité simple</p>	<p>Retiré par le Conseil d'Etat</p>
<p>A 7</p>	<p style="text-align: right;">DEF</p> <p>14.020ce 14.020com 2 juillet et 19 novembre 2014 Concordat sur les hautes écoles Rapports du Conseil d'Etat et de la commission des affaires extérieures à l'appui d'un projet de décret portant adhésion à l'accord sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)</p>	<p>Débat restreint</p> <p>Vote à la majorité simple</p>	<p>14020 Concordat Hautes Ecoles Vote final decret Projet de décret adopté par 104 voix sans opposition</p>
<p>A 8</p>	<p style="text-align: right;">DFS</p> <p>14.027ce 14.027ce Erratum 14.027com 24 septembre et 19 novembre 2014 Péréquation financière intercommunale Rapports du Conseil d'Etat et d'une commission temporaire à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI)</p>	<p>Débat libre</p> <p>Vote à la majorité simple</p> <p>Vote sur le classement des motions 07.200 et 07.130, et des postulats 00.112, 04.165, 04.166, 05.167, 05.115, 06.105 et 06.107</p>	<p>14027 Pereg fin intercom Vote final loi Projet de loi adopté par 106 voix sans opposition Classement des motions et postulats accepté non combattu</p>

<p>A 8.2</p>	<p style="text-align: right;">DFS</p> <p>14.167 28 novembre 2014, 14h49 Postulat groupe socialiste Pour une compensation des charges structurelles repensée</p>		<p>Postulat accepté non combattu</p>
<p>A 9</p>	<p style="text-align: right;">DJSC</p> <p>14.607com 14.607 avis ce 27 août et 29 septembre 2014 Autonomie des autorités judiciaires Rapport de la commission législative à l'appui d'un projet de loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN) (Autonomie financière, budgétaire et en matière de personnel des autorités judiciaires) Avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi portant modification de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)</p>	<p style="text-align: center;">Débat libre</p> <p style="text-align: center;">Vote à la majorité simple</p>	<p>Pas traité</p>

NB:

Les réponses à plusieurs questions et interpellations ont été données lors de la discussion par chapitre du budget.

Lors des sessions du budget et des comptes, il n'y a pas de plage horaire réservée au traitement des motions et autres propositions (art. 183 OGC).